

LES RÉFORMES PHARES DEPUIS 2017

RÉFORMES ENGAGÉES

VECTEUR

RÉSULTATS

1. UN NOUVEL ENVIRONNEMENT FISCAL FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Réduction progressive de l'impôt sur les sociétés De 33% en 2017 à 25% d'ici 2022	Loi de finances pour 2018	En 2021, le taux d'IS est de 26,5% pour la quasi-totalité des entreprises et de 27,5% si le chiffre d'affaires est supérieur à 250 M€
Allègement des impôts de production • Réduction de moitié de la CVAE et de la taxe foncière • Abaissement de 3 à 2% de la VA du taux de plafonnement de la Contribution économique territoriale	Loi de finances pour 2021	20 Md€ d'allègements sur 2021-2022 puis 10 Md€ par an 600 000 entreprises bénéficiaires dès janvier 2021
Pérennisation du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 30% du montant des dépenses de R&D déductibles jusqu'à 100 M€ de dépenses (5% au-delà)	Loi de finances annuelle	La France se classe au 2^e rang des pays de l'OCDE pour le financement de la R&D
Baisse de la fiscalité du capital avec la mise en œuvre d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30% sur les revenus du capital, transformation de l'ISF en IFI	Loi de finances pour 2018	Amélioration de la compétitivité fiscale (La France résiste aux chocs, Baromètre de l'attractivité <i>Ernst & Young</i> , juin 2019)

RÉFORMES ENGAGÉES

VECTEUR

RÉSULTATS

2. TRANSFORMATION DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

Réforme du marché du travail : accords de performance collective, simplification des licenciements pour motif économique, facilitation du dialogue social	Ordonnances travail du 22 septembre 2017	Contentieux prud'homaux divisés par 2 en 10 ans Taux de chômage au plus bas depuis 2008 (7,6% à fin 2021) +27% d'accords collectifs signés entre 2018 et 2020 231 000 emplois industriels créés ou confortés
Réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage Plans d'investissement dans les compétences • Investissements massifs : 15 Md€ (PIC 2018), 1,4 Md€ (PIC 2021), 2,5Md€ (France 2030) • Objectif fixé en 2018 de formation de 2 millions de personnes sous 5 ans	Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018 Plan France 2030	1 million d'entrées en formation par an depuis 2019 (record) Record historique de 495 000 contrats d'apprentissage signés dans le secteur privé en 2020
Allègement pérenne des cotisations sociales d'assurance maladie	Loi de finances pour 2018	Baisse du coût du travail pour les rémunérations inférieures à 3 886 € brut/mois (moins 6 points)
Stimuler l'emploi des publics fragiles : • Emplois francs : Jusqu'à 15 000 € pour l'embauche de salariés habitant dans des quartiers prioritaires • Apprentis : jusqu'à 8 000 € par employé Triplement des moyens consacrés aux jeunes (9 Md€)	Décret du 26 décembre 2019 Plan #1jeune1solution	Plus de 2M de jeunes bénéficiaires d'une solution (contrat d'apprentissage, formation ou parcours d'insertion)
Amélioration du pouvoir d'achat des salariés	Lois de finances pour 2018 et 2019	Défiscalisation des heures supplémentaires, suppression de la taxe d'habitation, prime d'activité
Activité partielle : sécurisation des salariés et des employeurs soumis à une baisse d'activité 36 Md€ de fonds publics mobilisés depuis 2020 pour maintenir les salariés dans l'emploi et redémarrer plus vite	Ordonnance du 14 octobre 2020	Jusqu'à 9 millions de salariés bénéficiaires au printemps 2020 Taux de chômage au plus bas depuis 2008 (7,6% à fin 2021)
Transformation de l'assurance chômage et de l'aide aux demandeurs d'emploi	Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018	Incitations au retour à l'emploi et à l'embauche en CDI

RÉFORMES ENGAGÉES

VECTEUR

RÉSULTATS

3. SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ET FACILITATION DES IMPLANTATIONS EN FRANCE

Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises : **simplification des créations d'entreprise**, **cadre juridique des ICO** (levée de fonds par émissions de jetons numériques), **facilitation de l'intéressement et participation** en entreprises...

Loi PACTE du 22 mai 2019

Guichet unique depuis janvier 2021, une dizaine de dossiers de demande de visa ICO, encours de 145 Md€ d'épargne salariale et retraite et de 55 Md€ de fonds d'actionariat début 2020

Renforcement des fonds propres des TPE, PME et ETI

France Relance

199 fonds labellisés "France Relance" en août 2021Appels à projets pour **accélérer la création ou relocalisation d'activités industrielles** en France

France Relance

2 Md€ de financement public

En octobre 2021, 624 entreprises lauréates sur le volet secteurs stratégiques, 1 400 entreprises lauréates sur le volet territoires

Mise en œuvre du droit à l'erreur, **simplification et dématérialisation des démarches** des entreprises

Loi ESSOC du 10 août 2018

Relations fluidifiées avec l'administration, 250 démarches administratives dématérialisées d'ici 2022**Sites clés en main**

Accélérer la réalisation des implantations industrielles, simplifier la commande publique

Loi ASAP du 7 décembre 2020

[127 sites clés en main](#)**Renforcement de l'attractivité du site France pour les industries de santé**Conseil stratégique des industries de santé (2018,2021)
Plan France 2030

Dialogue constructif Etat/Industrie, cadre réglementaire simplifié, délais d'accès au marché réduits

RÉFORMES ENGAGÉES

VECTEUR

RÉSULTATS

4. ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Programmation pluriannuelle de l'énergie

Stratégie Nationale Bas Carbone

Décret 23 avril 2020

Neutralité carbone en 2050**Limitier les déchets** : transformer notre économie linéaire, produire, consommer, jeter, en une **économie circulaire**

Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC),10 février 2020

Fin de la mise sur le marché des emballages en plastique à usage unique d'ici 2040
100% de plastique recyclé d'ici le 1^{er} janvier 2025**Verdissement** des ports (200 M€), **modernisation** du secteur ferroviaire (4,7 Md€), **réhabilitation de friches industrielles** (300 M€), **aides publiques** pour l'adaptation des processus industriels et l'amélioration de l'**efficacité énergétique** (1,2 Md€)

France Relance

Environnement attractif et simplifié pour l'implantation d'activités industriellesInvestir dans les **technologies du futur** et innover dans la **transition écologique** (hydrogène décarboné, décarbonation de l'industrie agro-alimentaire, transport et mobilité)PIA 4
Plan France 2030

PIA : 11 Md€ entre 2021 et 2022 (numérisation des services publics, efficacité énergétique et adaptation des processus industriels)

Jusqu'à 80% d'émissions de CO₂ économisés**France 2030 : 30 Md€** dont 3,5 déployés dès 2022

Réalisation et conception :
Service Réglementaire et politiques publiques
Business France Invest
77, boulevard Saint-Jacques - 75014 Paris



Direction
de la diplomatie économique